



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

05 juillet 2024

N° 316

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

LA GESTION CAPITALISTE D'HAÏTI, UN DÉSASTRE POUR LES MASSES POPULAIRES



Soutenu par l'impérialisme américain à hauteur de 360 millions de dollars, un premier contingent de soldats kenyans des troupes militaires internationales a atterri sur le tarmac de l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince le mardi 25 juin 2024. Un pas franchi pour la classe dominante haïtienne s'en remet une fois de plus à l'intervention militaire internationale pour se tirer d'une affaire dont elle est responsable. Principales victimes de ces affrontements en « temps de paix » comme lors des conflits ouverts, les masses exploitées doivent se mettre au diapason de façon à faire entendre leurs points de vue pour mettre un terme à leurs souffrances.

N'ayant pas encore pu trouver les moyens pour se défaire de la barbarie des gangs, les masses populaires ne se sont pas montrées hostiles à l'arrivée des militaires étrangers. Nombre d'entre elles ont exprimé le vœu de voir ces soldats œuvrer pour un retour à une « vie normale ».

Le Premier ministre Gary Conille en a profité pour vanter les vertus messianiques de la Mission Multinationales de Soutien à la Sécurité (MMSS). *Nous allons reprendre notre territoire maison après maison, quartier après quartier, ville après ville*, a-t-il déclaré mercredi 26 juin lors d'un point de presse. Toute une orchestration du gouvernement, des ambassades occidentales, de l'ONU pour dissimuler leurs responsabilités, celle de la bourgeoisie et de la classe politique dans ce désastre.

La vie d'un travailleur, d'un jeune issu des classes populaires est un long chemin de croix jusqu'à ce que la mort s'ensuive, le plus souvent très jeune. Avec un salaire qui a toujours oscillé autour de 4 dollars pour la classe ouvrière, avec l'explosion du chômage, la rareté des services de base, les masses exploitées ont toujours subi la violence des forces répressives légales de l'État,

des milices, des gangs de la classe dominante, chaque fois qu'elles ont osé se soulever pour exiger de meilleures conditions de vie. Dans les quartiers déshérités où elles habitent, elles sont en permanence livrées aux exactions des malfrats de toutes sortes.

Tant que les riches continuent d'avoir la mainmise sur l'économie du pays, rien ne va changer dans la situation objective de la population. Tant que les patrons continueront de payer un salaire de misère aux travailleurs, que les terres agricoles, propriété privée des grandons absentéistes, resteront en friche, tant que l'accès à l'éducation, à la santé, à la culture, au logement restera impossible aux plus pauvres, le tandem pauvreté et violence ne fera que perdurer.

Les masses populaires mettront fin à leur exploitation et à la violence en enlevant par la révolution ces moyens de production qui sont aujourd'hui propriété de cette minorité.

La présente intervention des forces militaires de l'impérialisme américain est un soutien avant tout à la classe dominante, aux patrons, aux banquiers, aux grands commerçants et à la classe politique. À la classe ouvrière, aux masses populaires de s'organiser pour se porter aux premiers rangs des combats pour défendre leurs propres revendications.■

SOMMAIRE

Editorial

⇒ Page 1

- La gestion capitaliste d'Haïti, un désastre pour les masses populaires

Leur société

⇒ Page 2

- Gary Conille défenseurs des riches
Aux travailleurs de défendre leurs intérêts
- Se mettre au combat pour améliorer notre existence
- Gary Conille parle, les gangs agissent

⇒ Page 3

- Dans le sang de la population, les gangs jubilent
- Un dimanche de terreur dans la commune de Gressier
- Les dessous du grand banditisme

Dans les entreprises

⇒ Page 3

- Henri Deschamps : des profiteurs sans scrupule

⇒ Page 4

- Fairway : la colère des ouvriers a fait peur au patron
- Patwon yo ki rich, yap revandike ! An nou fè tande vwa pa nou !

Dans l'international

⇒ Page 4

- À propos des élections législatives anticipées à l'Assemblée Nationale en France

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

AUX TRAVAILLEURS DE DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS

Si Gary Conille a multiplié quelques gestes symboliques en direction des masses populaires comme sa visite au centre-ville dévasté, aux familles vivant dans l'enfer des camps de déplacés, quelques slogans par-ci par-là contre les gangs, Gary Conille a été au concret dans ses rencontres avec les classes riches au service desquelles il est appelé au gouvernement. Avec les patrons de la sous-traitance, ils ont parlé d'allègement des taxes, de franchise douanière.

Clôturent la retraite gouvernementale de deux jours pendant le week-end du 22 juin, Gary Conille a rappelé les objectifs principaux de son gouvernement de transition. Rétablir la sécurité, organiser les élections pour remettre le pouvoir à des élus en février 2026. C'est-à-dire, rétablir les conditions d'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires, remettre en selle la classe politique corrompue avec les mécanismes de partage et de passation du pouvoir. Pour ceux qui se font des illusions, il rappelle qu'il est là pour réinitialiser le cycle infernal du vol du surtravail de la classe ouvrière.

Autant dire que le monde du travail aura ce que ses luttes lui permettront

d'obtenir. Dans les usines, malgré la crise, les patrons continuent d'engranger des profits. Ajuster le salaire minimum en fonction du coût de la vie est le moins auquel les travailleurs ont droit par ces temps de crise. Offrir un repas, de l'eau potable, des ventilateurs pour dissiper la chaleur pendant l'été sont des compensations pour ceux-là dont la force de travail crée l'essentiel des richesses que les patrons encaissent dans les bons comme dans les mauvais moments. Et pour ceux qui sont mis en disponibilité ou qui sont renvoyés, avec l'argent accumulé, le gouvernement et le patronat pourraient leur assurer leur salaire en attendant la reprise.

D'autres dispositifs pourraient être mis en place immédiatement pour trouver un

logement décent à ceux dont les maisons sont détruites par les gangs. Obtenir des bons d'achat dans les supermarchés pour donner à manger aux enfants, baisser les prix des aliments, cela enlèvera aux travailleurs la souffrance de voir leurs enfants gémir de faim.

Si ces revendications ne sont pas la préoccupation du gouvernement de Gary Connille et de l'ensemble des patrons, les travailleurs peuvent en faire un programme de lutte pour les imposer.

C'est par la lutte que les travailleurs finiront par obtenir la satisfaction de leurs revendications. C'est par cette voie qu'ils finiront également par détruire cette société capitaliste dont la vocation est d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres.■

SE METTRE AU COMBAT POUR AMÉLIORER NOTRE EXISTENCE

Les familles ouvrières payent un lourd tribut de la crise sécuritaire du pays. En plus de subir la violence barbare des gangs dans les quartiers populaires où elles habitent, sur les routes, dans les transports en commun, elles doivent faire face au démantèlement du secteur productif, aux détériorations des conditions de travail et de vie.

L'impact le plus visible de la crise est la casse des entreprises et l'explosion du chômage. Les activités sur la zone industrielle où plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers gagnaient leur vie dès les premières heures du jour sont réduites à peau de chagrin. L'enceinte du parc Sonapi est devenue un désert et ses abords presque une vallée de la mort. Après avoir versé de fortes sommes d'argent aux chefs de gangs pour maintenir les activités de leurs entreprises à flot, de nombreux patrons plient bagage et partent en catimini sans donner un centime à leurs ouvriers. Excédés par les exigences sans cesse à la hausse des bandes criminelles, des patrons de nombreuses petites et moyennes entreprises jettent l'éponge également et renvoient leurs travailleurs.

Mais dans la casse des entreprises, les patrons haïtiens s'y connaissent même

sans la violence des gangs. Après le départ des Duvalier, ils ont démoli des dizaines d'entreprises dont la HASCO, la Cimenterie d'Haïti, l'Acierie etc. Sous les ordres du FMI, le gouvernement de Préval avait mis un plan de casse des institutions publiques qui desservait la population en jetant sur le pavé des centaines de milliers de travailleurs et de fonctionnaires. Pour ces derniers, cela a toujours été la descente aux enfers quand du jour au lendemain, ils se sont retrouvés sans aucun moyen de subsistance pour prendre soin de leur famille.

Aujourd'hui, malgré les risques, de nombreux travailleurs se convertissent en « petits marchands » ambulants en offrant tout ce qu'ils trouvent : des jus en bouteille, des produits alimentaires, des vêtements usagés, de la nourriture cuite, etc.

Mais si l'économie n'est pas

complètement morte, elle le doit aux activités de beaucoup de travailleurs qui continuent de travailler dans des conditions pires qu'avant. On les retrouve dans les supermarchés, dans les stations-services, dans le transport maritime, dans des dépôts, dans les banques, dans quelques entreprises locales comme BRANAH, Barbancourt, Prestige et dans l'administration publique. Et aussi dans le commerce dit informel.

Le sort des travailleurs n'est pas inscrit au menu des discussions de tous ceux-là qui prétendent apporter des solutions à la crise du pays. C'est bien pourquoi aux menées dilatoires des tenants du statu quo, de la bourgeoisie, la classe ouvrière et ses alliés doivent mener et développer leur propre politique, leurs propres luttes avec leurs revendications spécifiques. S'en remettre aux politiciens corrompus de l'impérialisme est suicidaire.■

GARY CONILLE PARLE, LES GANGS AGISSENT

L'appel du Premier ministre Gary Conille aux gangs à déposer les armes et à reconnaître l'autorité de l'État a été accueilli par des railleries, des démonstrations de force dans les fiefs des gangs. Forts de leurs succès, devant les luttes des politiciens pour le partage du butin du pouvoir, les chefs des gangs opposent l'unité de leur organisation.

Les gangs n'ont concédé aucun pouce de terrain depuis le début des manœuvres enclenchées depuis trois mois par la bourgeoisie et la classe politique pour changer le rapport de force sur le terrain.

Le désir du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) de s'installer au Palais national comme symbole d'autorité de l'État ne s'est pas concrétisé. Installés depuis leur prise de fonction dans les locaux de la Primature, les conseillers présidentiels ne semblent plus avoir cette idée en tête. Leurs activités se déroulent la plupart du temps dans les grands hôtels de Pétion-Ville.

L'arrivée des premières troupes de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS) n'a pas effrayé les gangs. Au contraire, ils ont trouvé d'autres démagogues pour s'adresser aux habitants des quartiers populaires. Ce sont des mercenaires recrutés pour venir nous assassiner dans notre pays, a scandé Jimmy

Chérizier à une dizaine de jeunes armés et encagoulés dans un quartier populaire. On le voyait deux jours plus tard distribuer de la nourriture à des enfants. À la Croix-des-Bouquets, à bord de sa pelleuse, Lanmò 100 jou a détruit les locaux de la mairie et ceux d'une entreprise produisant du « RHUM Bacara ».

Vendredi 28 juin dernier, voulant s'approcher de plus près de la base d'Izo à Village de Dieu, une patrouille conjointe de policiers haïtiens et kenyans a été accueillie par une salve de tirs. Le chef de gang diffusait en même temps les images prises depuis son drone, montrant les positions des policiers patrouilleurs.

Alors que les soldats kenyans sont déjà en Haïti, le dimanche 30 juin, les soldats du gang de Gran Ravin ont repris le contrôle du commissariat de Gressier, une commune située sur la route nationale # 2 qui relie les 4 départements du Grand Sud à la capitale. Cette

attaque qui a fait une trentaine de victimes environ est survenue plusieurs semaines après une première tentative qui n'avait pas duré longtemps.

Beaucoup de gens pensent que ce n'est qu'un baroud d'honneur des chefs de gangs. Mais pour les renverser, ils s'en remettent tous à la Police, au gouvernement et surtout à la MMSS sur lesquels ils n'ont aucune prise. Depuis 5 ans, cette police n'a encaissé que défaite sur défaite face aux gangs. Les politiciens ont montré qu'ils se souciaient plus de leurs poches que de la sécurité des habitants. Demander à la population de faire confiance à la Police pour traquer les bandits, c'est la désarmer.

Les gangs montrent leurs muscles parce que les masses populaires reculent et doutent de leur capacité. Mais le chemin du combat de la population reste la seule alternative pour se défaire de la barbarie de ces assassins.■

DANS LE SANG DE LA POPULATION, LES GANGS JUBILENT

Des territoires où ils imposent leur terreur implacable aux habitants, les gangs font le théâtre de leur pouvoir et de leur mode de vie de criminels débridés en combinant cynisme et jouissance. Comme pour se moquer de la souffrance de la population, leurs scènes de débauche sont filmées et postées sur les réseaux sociaux.

L'un de ces territoires sordides pour les victimes mais transformés en paradis pour les bourreaux est « Village de Dieu ». Aux côtés des maisons qui servent de lieu de détention des personnes kidnappées, des maisons de torture, à proximité des terrains vagues qui servent de charniers, les gangs font la fête. Sommés de venir donner des spectacles, artistes et groupes musicaux expliquent qu'ils y sont obligés sous peine de se faire tuer ou kidnapper.

Ces programmes et activités festives organisées quasiment tous les jours dans

leurs fiefs sont aussi des moyens pour les malfrats de faire diversion auprès de la population en distribuant quelques objets de leurs butins. Parfois, les chefs criminels peuvent donner quelques billets ou autres cadeaux à la foule. Ces gestes démagogiques sont destinés à polir l'image des criminels sanguinaires qu'ils sont aux yeux de la population.

Avec de la drogue, de l'alcool et de l'argent, ils entraînent dans leur giron des jeunes qu'ils transforment en assassins pour peu que leurs parents baissent leurs gardes.

Bien entendu il ne faut pas croire que tout le quartier prend part à ces activités festives dans lesquelles le gang manifeste son pouvoir et son rayonnement. La proportion qui y participe par peur ou par accointance est très marginale par rapport à ceux qui refusent systématiquement de se mêler aux bandits. L'exemple de ces voisins qui stoppent leur partie de dominos au moment où ils ont aperçu les bandits autour de leur table de jeu est une preuve que, malgré la terreur et la violence, les habitants ont gardé leur dignité face aux gangs. ■

UN DIMANCHE DE TERREUR DANS LA COMMUNE DE GRESSIER

Située à 16 km au sud de la capitale Port-au-Prince, la commune de Gressier est dans la ligne de mire des bandits de Gran Ravin depuis la fin du mois de mai. Depuis la première grosse attaque des assaillants le 24 mai 2024, la vie des Gressierois a basculé dans l'horreur.

Dans l'après-midi du dimanche 30 juin, un groupe d'une vingtaine de bandits a assiégé la commune de Gressier. Une estimation provisoire donnée par le maire de la commune, Jean Vladimir Bertrand, parle de 25 civils assassinés, des maisons incendiées, des personnes kidnappées. En panique, des habitants ont fui dans toutes les directions pour échapper à la fureur de ces barbares.

Tôt le lundi 1er juillet, un chauffeur de minibus, Fancin Jean, qui tentait de gagner Port-au-Prince par un autre chemin a été assassiné, les bandits ont mis le feu à son cadavre décapité. Un prêtre et plusieurs autres personnes ont été kidnappés puis

emmenés dans les caches des criminels. Au milieu de la journée, à bord d'une pelleteuse, les bandits sont venus démolir ce qui restait du bâtiment du sous-commissariat de la Police.

Mardi 2 juillet, la Police a publié un communiqué disant qu'elle avait repris le contrôle du commissariat et fait fuir les bandits. Une note semblable avait été communiquée le 25 mai dernier par la Police après une première attaque du sous-commissariat. Mais la suite, la population la voit.

Comment une commune connue pour être la cible des bandits et qui subit des attaques à répétition depuis plusieurs semaines peut-elle

rester sans surveillance et abandonnée ainsi à elle-même ? Une fois de plus la Police s'est discréditée aux yeux de la population. Les changements opérés récemment à la tête de l'institution n'ont encore rien apporté.

Le massacre et les horreurs subis à Gressier rappellent encore à la population qu'elle doit compter sur son engagement, sa clairvoyance, son organisation pour se protéger. Tant que les malfrats fédérés au sein du groupe « Viv Ansanm » tiennent des armes, continuent de mener leurs activités sans crainte, la population aura toujours du souci à se faire. Plus tôt elle rentrera dans la lutte pour mettre ces assassins hors d'état de nuire, plus tôt ses souffrances prendront fin. ■

LES DESSOUS DU GRAND BANDITISME

Avec près de 80 % du territoire de l'aire métropolitaine sous leur emprise, les gangs instaurent une situation de violence inouïe dans le pays. Et derrière les crimes et la barbarie qu'ils imposent à des millions de gens, il y a toute une économie du crime dont ils ne sont pas les seuls à profiter.

Les gangs armés ont leurs racines dans le fonctionnement de la société haïtienne, de sa bourgeoisie et de sa classe politique vile et corrompue. Les liens entre les classes riches, leurs valets au pouvoir et les criminels ne sont un secret pour personne. Hier encore, certains hommes politiques ne se gênaient pas pour qualifier les bandits « de révolutionnaires », « d'agents de développement » alors que ces derniers incendiaient des maisons, chassaient les pauvres, violaient des jeunes filles et pillaient les petits commerces. Ce sont eux qui sécurisaient les entreprises, les magasins, les dépôts des grands exportateurs, concessionnaires automobiles

au bas Delmas, sur la route de l'aéroport, au centre-ville de la capitale, etc... Ce sont eux aussi qui étaient les têtes de pont des politiciens dans les quartiers pauvres. Ce n'est pas une simple connivence, c'est même une dépendance. La bourgeoisie ne peut continuer son exploitation des masses pauvres haïtiennes sans recourir à ces malfrats.

Mais le hic est qu'aujourd'hui ces gangs armés ne se contentent plus des miettes que leurs maîtres daignaient leur jeter. Ils réclament une plus grande part du butin. En élevant le kidnapping au rang d'industrie, en multipliant les rackets, le rançonnement, les péages et le vol dans tous les territoires contrôlés, les gangs ont accumulé d'énormes moyens pour se passer de

leurs maîtres, et se livrer à d'autres trafics, comme celui de la drogue, des armes et des munitions.

Haïti a toujours été une plaque tournante dans le commerce international de la drogue. Ce commerce profite à une partie de la bourgeoisie et à certains politiciens, dont quelques-uns ont été sanctionnés par le Canada et les États-Unis. Le développement du grand banditisme fournit un marché de plus en plus vaste à des trafiquants locaux et internationaux. Tant que cela rapporte, la bourgeoisie tirera toujours son épingle du jeu. C'est la règle même du système capitaliste qui est né dans la boue et le sang, nous rappelait Karl Marx. ■

DANS LES ENTREPRISES

HENRI DESCHAMPS : DES PROFITEURS SANS SCRUPULE

« L'Imprimerie Henri Deschamps », est l'une des plus vieilles sur le marché. Depuis plus de cent ans, la famille Deschamps s'enrichit de l'exploitation de la force des travailleurs. Pendant les durs moments de la guerre des gangs, alors que certaines franges de la population s'organisent pour se solidariser avec des familles en difficulté, la famille Deschamps, elle, en profite pour serrer encore plus l'étau autour du cou de ses travailleurs et rendre leur vie plus misérable.

Avec les massacres, les incendies, des maisons dans les quartiers populaires, les attaques des ouvriers sur la zone industrielle, la direction de l'Imprimerie pense alors à ses travailleurs. Réunie au début du mois de mars, elle a pris un train de mesures pour protéger ses travailleurs et leur venir en aide.

Première mesure : Réduction de la semaine de travail à 3 jours au lieu de 5.

Pour le même salaire ? Non. Pour la moitié. 40% de réduction du temps de travail, 50% du salaire enlevé.

Deuxième mesure : Prélèvement de 30% de ce nouveau salaire pour constituer une sorte de tontine pour l'ensemble des travailleurs. À tour de rôle, les travailleurs recevront leur « main », a déclaré la direction. Mais 4 mois après, les premiers ouvriers attendent toujours le versement de cet argent.

Début du mois du mai, la situation politique s'améliore, la direction de l'entreprise reprend ses horaires habituels à 5 jours de travail par semaine mais elle oublie de remettre les 50% qu'elle avait enlevés du salaire des travailleurs.

Ceci n'est pas de la science-fiction. Ce petit récit traduit le comportement général des patrons haïtiens vis-à-vis de leurs travailleurs. ■

FAIRWAY : LA COLÈRE DES OUVRIERS A FAIT PEUR AU PATRON

Le 19 juin dernier, sans doute pour casser un mouvement de mobilisation que les ouvriers préparaient contre leurs mauvaises conditions de travail, le patron s'est empressé de fermer les portes de l'usine et de les renvoyer chez eux jusqu'au mois de juillet.

Les ouvriers qui continuaient de traîner leur misère au niveau des 4 derniers modules de l'entreprise ont été forcés de rentrer chez eux sans un sou, sous prétexte de rareté des commandes. La décision du patron est venue au moment où ces travailleurs manifestaient contre la diminution drastique de leurs revenus alors que le coût de la vie, dont celui du transport ne cesse de grimper. Aujourd'hui en effet, les ouvriers gagnent seulement 6850

gourdes pour une quinzaine de travail alors qu'ils gagnaient près de 10000 gourdes pour la même quinzaine de travail l'année dernière.

Le démantèlement de l'usine n'a pas commencé aujourd'hui. En août 2023, le patron avait révoqué plusieurs dizaines d'ouvriers qu'il appelait « jobbeurs ». Il avait profité de ce statut pour les dépouiller et empocher tout le profit récolté de l'exploitation de leur force de travail. Ils sont partis les mains

vides sans aucune prestation légale. Six mois plus tard, 6 modules de travail, soit plus de 240 travailleurs étaient suspendus pour une date de retour qui se renouvelle à chaque fois qu'ils se présentent pour reprendre le travail.

Sachant que leurs jours sont comptés, les travailleurs qui restaient avaient choisi de ne pas attendre. Ils avaient commencé à en discuter quand arriva la décision de fermer l'usine. Mais ils se donnent tous ensemble rendez-vous dès la réouverture pour repartir au combat. ■

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 5 juillet 2024.

PAWÒL TRAVAYÈ

Patwon yo ki rich, yap revandike ! An nou fè tande vwa pa nou !

Nan yon rankont mesyedam patwon yo te gen ak premye minis Gary Conille, yo te pwofite mande pou gouvènman an ba yo franchiz nan ladwàn epi pran mezi pou desann nan kantite lajan yap peye kòm taks. Patwon yo kap benyen nan luil, yap revandike plis lajan, plis privilèj.

Se okazyon pou nou fè tande revandikasyon pa nou. Chomaj, salè tibèkiloz, lavichè, ensekirite, klas travayè a ap monte yon maswife. Salè minimòm nan pat janm reprezante anyen akòz lavichè a. Yo pa ajiste salè a depi plizyè lane. Anpil izin fèmen san patwon sa yo pa dedomaje travayè yo. Patwon izin kap fonksyone yo fè sa yo vle, jan yo vle. Ti krik, ti krak, se sispanasyon, revokasyon, se tarif travay yo ki monte

Gen anpil mezi ki te ka pran prese prese pou amelyore sitirasyon lavi travayè yo malgre difikilte sitiyasyon an tankou : ajiste salè minimòm an fonksyon kou lavi sa vle di otodijou, sispann tout revokasyon nan izin yo, yon bourad lajan pou tout travayè ki nan chomaj jouk yo reprann travay, desann pri pwodui premye nesosite yo. Efò te ka fèt tou pou jwenn kay mete tout travayè bandi boule kay yo ki nan lari jodi a.

Nou sèten gouvènman Gary Conille la pap aplike yon pwogram kousa e patwon yo pral kouri di yo pa gen mwayen. Men nou tout travayè ka ranmase revandikasyon sa yo pou fè yon pwogram batay pou tout klas travayè a. Patwon ak gouvènman pa janm fè klas travayè a kado, se batay plizyè milye travay ansanm ki konn fòse patwon yo satisfè kèk nan revandikasyon yo genyen.

Se kanpe batay li ye ! Amelyorasyon kondisyon lavi nou depann de kapasite ak kalite batay nap mennen pou nou rache revandikasyon sa yo. An nou kontinye konte sou fòs nou !

OTR-UCI, Vandredi 5 jiyè 2024

DANS L'INTERNATIONAL

À PROPOS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN FRANCE

Au début du mois d'avril 2011, Michel Martelly est proclamé président d'Haïti avec 67,57% des voix par le Conseil Électoral Provisoire au second tour des élections présidentielles tenues le 20 mars 2011.

Lassés de la détérioration continue de leurs conditions de vie, par la corruption des régimes Lavalas, Préval et Aristide compris, ceux qui ont voté pour Martelly ont expliqué leur choix : « nous avons voté pendant plus d'une vingtaine d'années pour des intellectuels, des bourgeois, des gens qui se réclamaient de gauche, tous ils nous ont trahis. Ils se sont enrichis alors que la majorité de la population éprouve les pires difficultés à satisfaire ses besoins primaires. Autant maintenant essayer avec un vagabond ».

"La victoire de Martelly traduit un rejet de la classe politique, aussi bien pour la majorité que pour l'opposition", a commenté Robert Fatton, professeur de sciences politiques à l'université de Virginie et spécialiste d'Haïti.

Mais Martelly président n'a pas fait mieux que ses prédécesseurs. Son nom figure dans le rapport d'octobre 2023 de

l'ONU comme financeur et patron des gangs les plus puissants de la capitale. Grand admirateur du régime des tontons macoutes et des dictateurs de l'Amérique du Sud, sa politique est pointée du doigt dans le chaos que vit Haïti actuellement.

Le vote anti Macron de la classe populaire française en faveur des candidats du Rassemblement National (RN), le parti capitaliste, raciste, xénophobe d'extrême droite de Marine Le Pen le dimanche 30 juin dernier a quelques similitudes avec l'arrivée de Martelly au pouvoir.

Nous publions ci-après quelques extraits du journal Lutte Ouvrière de France au lendemain du premier tour de ces élections législatives anticipées voulues par Macron après le camouflet des élections européennes.

Il n'y aura pas d'issue sans un parti ouvrier communiste révolutionnaire

En l'absence d'un véritable parti ouvrier, le monde du travail se perd dans la recherche d'un sauveur suprême qui n'existe pas. Ce sauveur suprême a longtemps été cherché à gauche. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs le voient dans le Rassemblement National. C'est une voie mortelle pour la classe

ouvrière.

Le RN, comme tous les partis en compétition pour gouverner, est respectueux de l'ordre capitaliste et fondamentalement dévoué à la grande bourgeoisie qui détient le monopole des usines, des banques et des chaînes de distribution. Il véhicule les idées les plus réactionnaires : le racisme, la xénophobie, l'oppression des femmes.

Le plus grave est que ce nouveau postulant au rôle de sauveur suprême dresse les travailleurs les uns contre les autres en fonction de leurs origines, les divise et les affaiblit, à un moment où le monde du travail a encore plus besoin de son unité pour les combats à venir contre ses ennemis mortels, le grand patronat, les maîtres des grandes entreprises et de la finance...

Il faut un parti qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, construit sur l'idée fondamentale qu'il y a deux classes opposées dans la société : la bourgeoisie et la classe ouvrière, et que le combat des travailleurs ne cessera que lorsque la bourgeoisie sera renversée. Un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger. ■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.